



Les SCOPeurs français dans le panorama européen : des distorsions de concurrence mais aussi des faiblesses structurelles qui interrogent

Afin de situer la compétitivité des exploitations françaises spécialisées en céréales et oléo-protéagineux (SCOP) dans le panorama européen, Pluriagri établit à partir du RICA européen des indicateurs structurels et économiques depuis la campagne 2010. Ces indicateurs rendent compte des différentes étapes de formation de la valeur ajoutée et du revenu agricole pour une série d'Etats membres dont la contribution à la production européenne de grains est majeure ou en forte progression. Au-delà des aspects conjoncturels liés aux variations interannuelles de rendements et de prix sur les marchés des grains, **l'analyse détaillée de ces indicateurs¹ met en évidence, de manière récurrente, des caractéristiques structurelles qui constituent des points faibles des exploitations SCOP françaises (annexe 1).** Celles-ci consistent essentiellement en :

- une **faible diversification des recettes**, qui proviennent essentiellement de la vente des grains. La contribution d'activités connexes à la production végétale, telles que la production d'énergies renouvelables ou la prestation de services, reste très limitée en France, contrairement à ce que l'on observe en Allemagne ou au Royaume-Uni ;
- des **charges d'intrants élevées**, tant par hectare que rapportées à la tonne produite. Cette situation pourrait résulter des pratiques culturales ou d'une cherté particulière des intrants liée, éventuellement, aux circuits d'achat et de distribution des engrais et des produits phytosanitaires ;
- des **dotations aux amortissements très élevées**. Au-delà de l'harmonisation des données du RICA européen que l'on sait imparfaite sur le poste des amortissements, ce constat suggère un probable suréquipement des exploitations de grandes cultures, encouragé historiquement par certains dispositifs fiscaux comme la déduction pour investissements (DPI).

Ces caractéristiques pèsent sur la valeur ajoutée générée par hectare dans les exploitations SCOP françaises et limitent leur capacité de résilience face aux aléas climatiques et économiques.

Par ailleurs, les exploitations françaises, qui représentent environ 10 % des exploitations européennes spécialisées en COP, sont en concurrence sur les marchés avec des exploitations de dimension beaucoup plus importante et qui, pour partie, notamment à l'est de l'Allemagne et de l'Union européenne, sont très éloignées du modèle d'agriculture familiale. Dans ce contexte, même si l'emploi salarié n'est pas dominant dans les exploitations françaises, les écarts de coût du travail entre Etats membres ne jouent pas favorablement sur la compétitivité des fermes françaises et constituent un réel avantage pour les exploitations de l'est de l'Union européenne.

Enfin, le soutien aux producteurs français de grandes cultures a fortement diminué depuis une quinzaine d'années. Dans le cadre de la subsidiarité croissante laissée aux Etats membres pour la mise en œuvre des réformes successives de la politique agricole commune (PAC), les choix faits par la France depuis le « bilan de santé », en 2009, se sont traduits par une baisse significative des soutiens du 1^{er} pilier aux producteurs de grandes cultures. Les aides du 2^{ème} pilier dans le secteur SCOP sont par ailleurs, en France, quasi inexistantes.

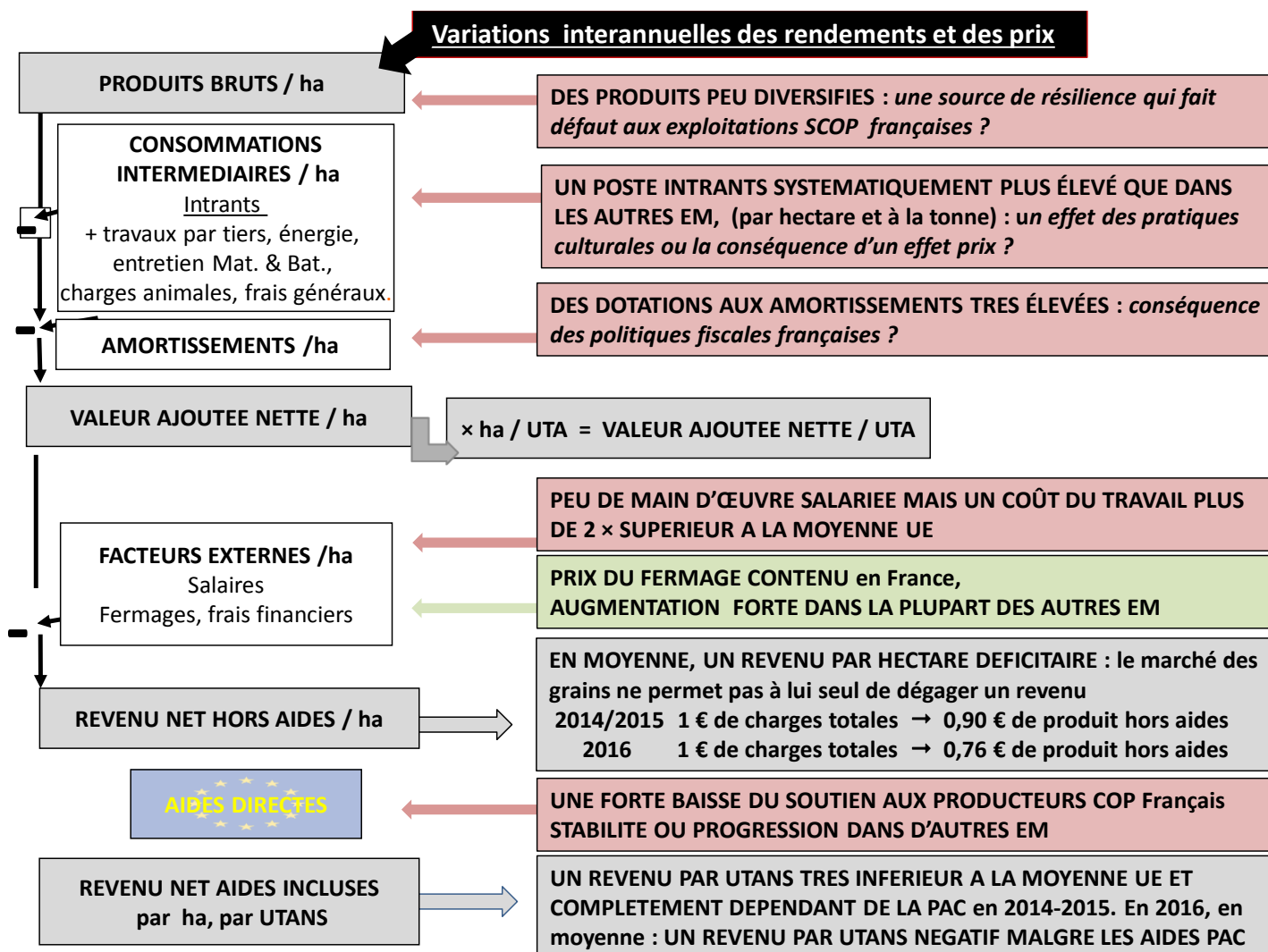
Pour trois indicateurs économiques clés, ce Zoom situe les exploitations SCOP françaises dans le panorama européen sur la base des années les plus récentes du RICA Europe : 2014 et 2015 sont illustratives d'un contexte de prix bas sur les marchés des grains ; 2016 fait l'objet d'un traitement distinct, du fait de son caractère catastrophique (réduction drastique du rendement du blé). Pour chaque indicateur, la situation 2016 est comparée à la moyenne 2014-2015 ; le décrochage des exploitations françaises apparaît nettement. Les trois indicateurs étudiés sont : la valeur ajoutée nette par hectare (VAN/ha, annexe 2) et par UTA (VAN/UTA, annexe 3), qui mesurent la productivité de la terre et du travail ; le revenu par hectare, avec et sans les aides de la PAC, révélateur de la capacité des exploitations à vivre du marché et de leur dépendance aux aides (annexe 4). Rappelons que les exploitations françaises étant essentiellement fondées sur de la main d'œuvre familiale, c'est le revenu dégagé par hectare qui rémunère le travail des exploitants.

Les enseignements tirés des résultats du RICA sur les années 2014 à 2016 ne sont pas foncièrement nouveaux. Ils entérinent la dégradation du classement des exploitations françaises de grandes cultures dans le paysage européen. La même analyse, réalisée sur les années 2010-2011, avait montré que les exploitations françaises tiraient de la vente de grains un revenu légèrement positif, mais la faiblesse de ce revenu, malgré des marchés relativement porteurs pendant cette période, soulignait la fragilité du secteur et sa dépendance aux aides communautaires.

Dans un contexte aux contraintes multiples - effets du changement climatique, sensibilité sociétale forte vis-à-vis des questions sanitaires et environnementales, volatilité des marchés agricoles, dynamisme des bassins de production concurrents..., **les exploitations SCOP françaises sont confrontées à des risques accrus de distorsion de concurrence**, en raison notamment de l'absence d'harmonisation des politiques sociales et fiscales dans les différents Etats membres et de la subsidiarité croissante de la politique agricole commune. Pour réduire ces risques et leur impact, et remédier aux carences structurelles dont elles souffrent, une réflexion de fond s'impose sur l'évolution des structures de production, l'organisation des filières et l'orientation des politiques publiques, afin d'assurer à ces exploitations une amélioration de leur revenu, de leur résilience et de leur durabilité.

¹ Rapports Pluriagri : « Indicateurs économiques des exploitations spécialisées en céréales et oléo-protéagineux établis à partir du RICA » ; septembre 2014 (analyse de la période 2010-2011), décembre 2015 (période 2011-2012), mars 2018 (période 2014-2015).

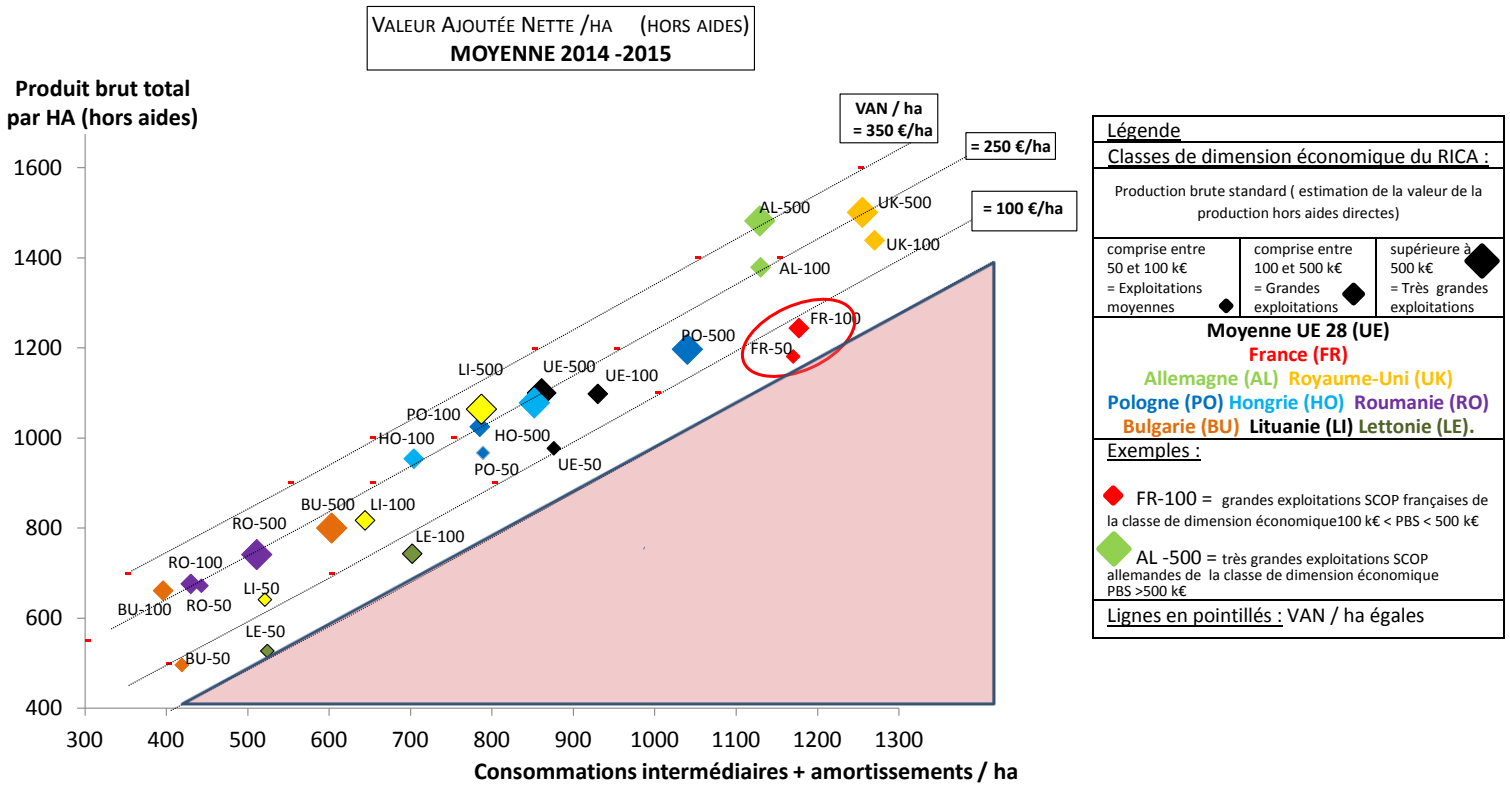
Annexe 1 : La comparaison européenne souligne de manière récurrente des points faibles des exploitations SCOP françaises aux différents niveaux d'établissement de la valeur ajoutée et du revenu



Annexe 2 : Valeur ajoutée nette dégagée par hectare : 2016 versus 2014-2015

Indicateur de productivité de la terre, la VAN/ha mesure la « création de richesse » par unité de surface avant rémunération des facteurs de production (travail, terre et capital). Elle correspond à la différence entre les produits totaux et la somme des consommations intermédiaires et des amortissements

$$VAN = \text{produits bruts hors aides} - (\text{consommations intermédiaires} + \text{amortissements})$$

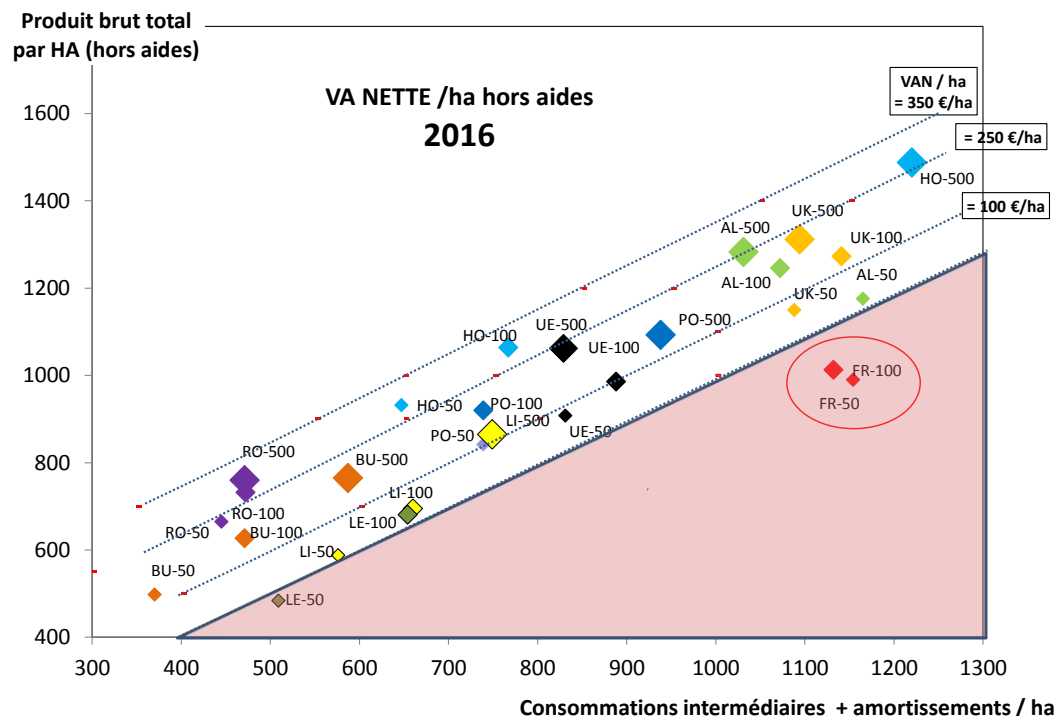


La valeur ajoutée nette des exploitations françaises sur la période 2014-2015 était en moyenne inférieure à 100 €/ha.

Elle se situait en dessous de la moyenne des exploitations européennes de même dimension économique (UE-100, UE-50).

Les VAN/ha les plus élevées étaient constatées dans les très grandes exploitations d'Allemagne, principalement situées dans les Länder de l'Est (AL-500).

Dans la catégorie des grandes exploitations, les structures allemandes ou britanniques (AL-100, UK-100), disposaient de produits bruts plus élevés que leurs homologues françaises (FR-100) pour des niveaux de charges du même ordre de grandeur (total des consommations intermédiaires + amortissements > 1000 €/ha). A l'est de l'Union européenne, la structure produits / coûts est radicalement différente. Les produits bruts sont beaucoup plus faibles mais, associés à des niveaux de charges très inférieurs, la valeur ajoutée nette qui en résulte atteint des niveaux comparables à ceux de l'ouest de l'UE et supérieurs à ceux qui sont constatés en France (RO, PO, HO)



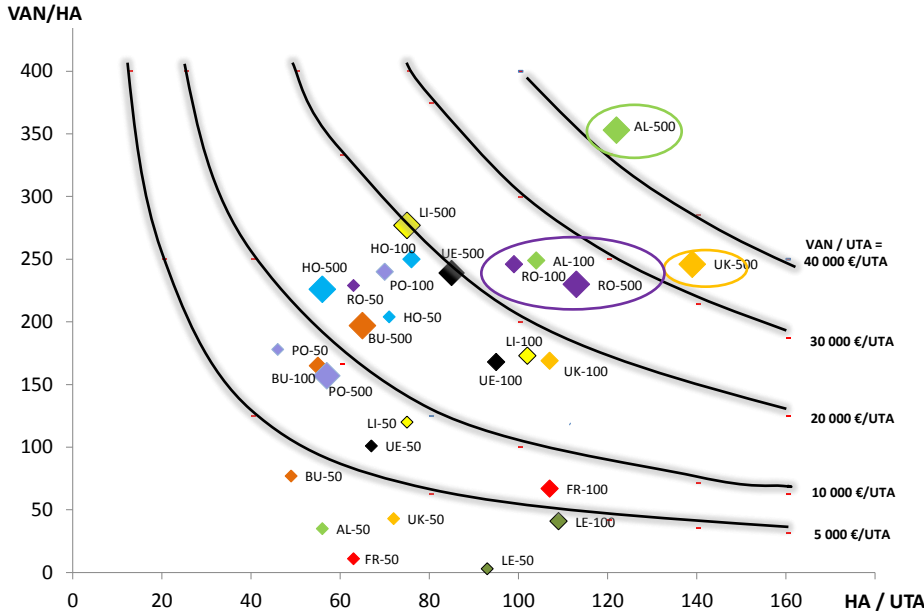
D'une manière générale en 2016, la VAN/ha des exploitations SCOP européennes est moins élevée qu'en 2014-2015. On constate une poursuite de la baisse des prix et les rendements, sauf pour le maïs en Hongrie, sont inférieurs à 2014 et 2015.

En France, des événements climatiques de grande ampleur (inondations) et/ou inédits (défaut de rayonnement) ont entraîné une très forte chute des rendements. Dans les échantillons du RICA France, le rendement du blé chute de 50 % par rapport à la moyenne sur 5 ans. **Ces éléments conjoncturels se cumulent aux faiblesses structurelles déjà observées les années précédentes et provoquent un décrochage catastrophique de la VAN/ha des exploitations françaises.** Dès ce stade, les exploitations françaises sont en moyenne déficitaires, hors aides directes, en 2016.

Annexe 3 : valeur ajoutée nette hors aides dégagée par UTA : 2016 versus 2014-2015

Indicateur de productivité du travail, la VAN/UTA mesure la « création de richesse » par actif agricole avant rémunération des facteurs de production (travail, terre et capital). Elle correspond au produit de la valeur ajoutée créée sur un hectare par le nombre d'hectares travaillé par un actif. Elle permet de comparer la productivité des exploitations indépendamment de la nature de la main d'œuvre (familiale ou salariée) et du mode de faire-valoir des terres (location, propriété).

VAN / UTA (HORS AIDES) MOYENNE 2014-2015
VAN / UTA = VAN/HA × HA/UTA

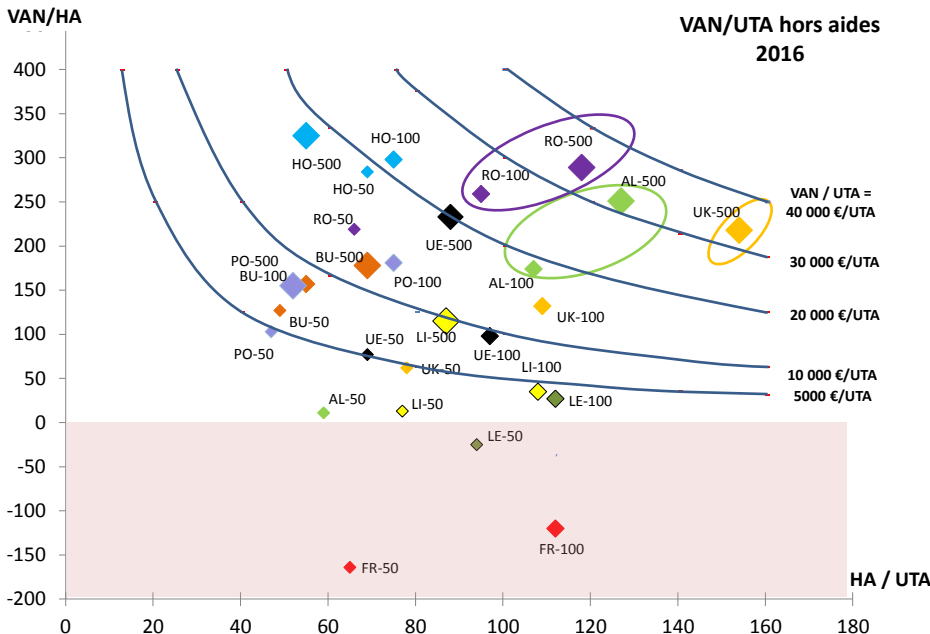


Légende		
Classes de dimension économique du RICA :		
Production brute standard (estimation de la valeur de la production hors aides directes)		
comprise entre 50 et 100 k€ = Exploitations moyennes	comprise entre 100 et 500 k€ = Grandes exploitations	supérieure à 500 k€ = Très grandes exploitations
Moyenne UE 28 (UE)		
France (FR)		
Allemagne (AL) Royaume-Uni (UK) Pologne (PO) Hongrie (HO) Roumanie (RO) Bulgarie (BU) Lituanie (LI) Lettonie (LE)		
Exemples :		
♦ FR-100 = grandes exploitations SCOP françaises de la classe de dimension économique 100 k€ < PBS < 500 k€		
◆ AL -500 = très grandes exploitations SCOP allemandes de la classe de dimension économique PBS > 500 k€		
Abaques : VAN / UTA égales		

En 2014-2015, les meilleurs niveaux de VAN/UTA hors aides directes ont été constatés

- 1 - dans les très grandes exploitations d'Allemagne de l'Est (AL-500, VAN/UTA > 40 000 €/UTA),
- 2 - dans les très grandes exploitations du Royaume-Uni (UK-500, VAN/UTA > 30 000 €/UTA),
- 3 - en Roumanie, dans les grandes et très grandes exploitations (RO-100, RO-500) dont le niveau de productivité atteignait celui des exploitations allemandes (AL-100)

Le bas niveau de productivité par actif dans les exploitations SCOP françaises est la conséquence directe de la faiblesse des valeurs ajoutées créées par hectare, puisque la surface moyenne cultivée par actif en France est supérieure ou égale à moyenne européennes et aux exploitations allemandes ou britanniques de même dimension économique.



En 2016, la baisse des VAN/ha des exploitations européennes se traduit par des niveaux de VAN/UTA en retrait par rapport à 2014-2015.

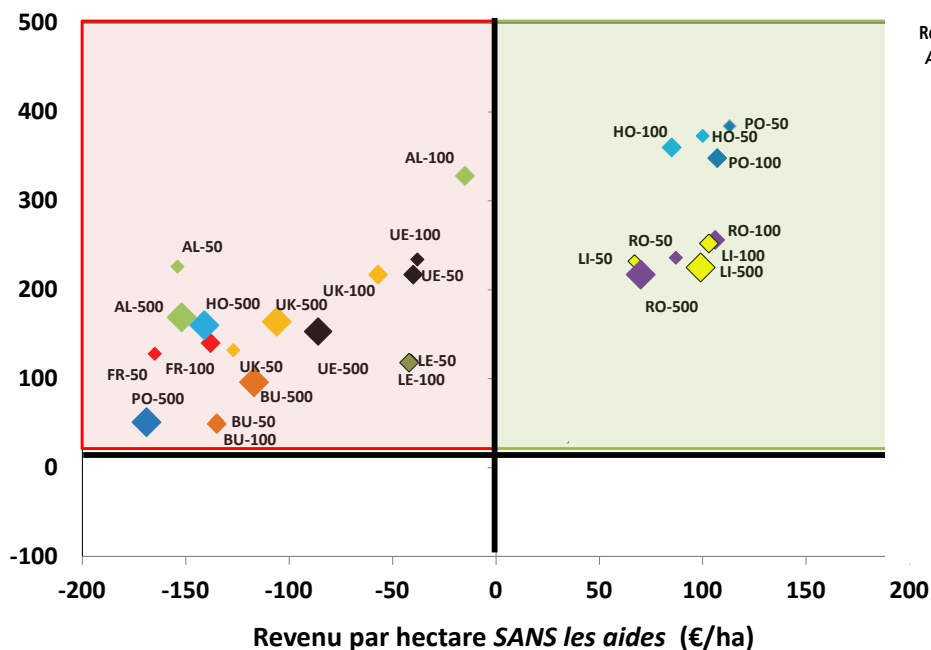
Les VAN/UTA les plus élevées restent constatées dans les très grandes structures. Toutefois, la VAN/UTA dans les structures allemandes et britanniques (AL-500, UK-500) a baissé et rejoint celles des très grandes fermes roumaines (RO-500) dont le niveau reste stable.

En France, les VAN/ha catastrophiques se répercutent directement sur les VAN/UTA.

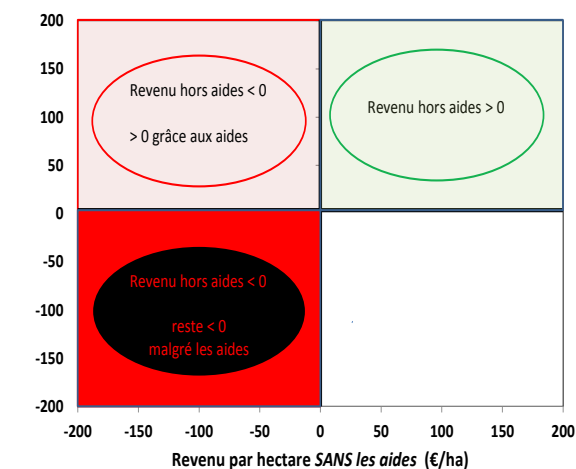
Annexe 4 : Le revenu par hectare, sans et avec les aides de la PAC : 2016 versus 2014-2015

Revenu net / ha
AVEC les aides

Moyenne 2014-2015



Revenu net / ha
AVEC les aides

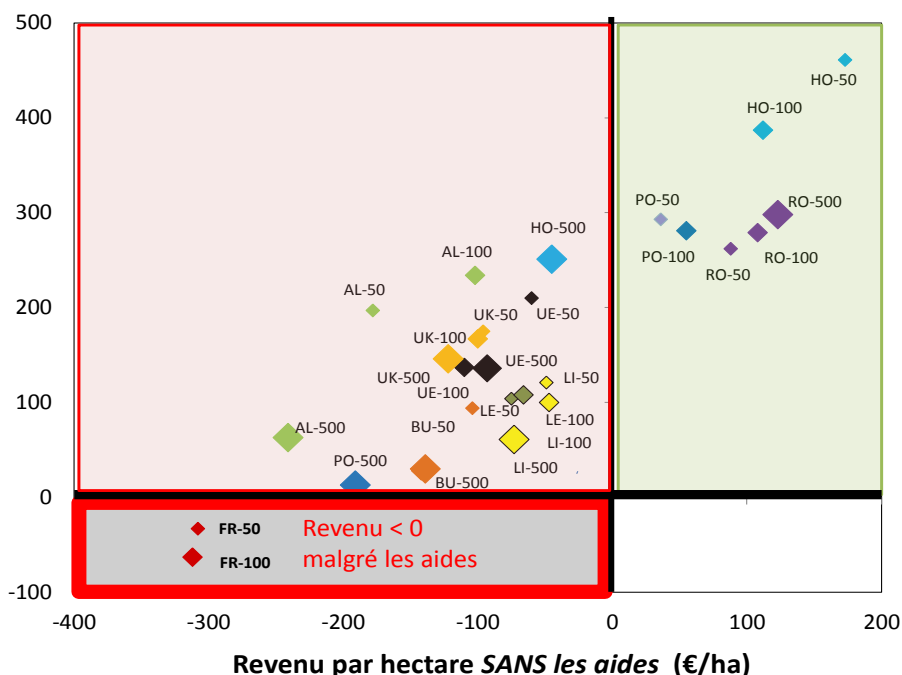


En 2014-15, seules certaines exploitations de l'est de l'Union européenne parvenaient, en moyenne, à dégager un revenu par hectare positif hors aides directes. Pour les autres, dont les exploitations françaises, la dépendance aux aides de la PAC était maximale.

Par ailleurs, rappelons que la signification du revenu par hectare est différente selon le type d'exploitations. Dans les exploitations où la main d'œuvre est majoritairement ou exclusivement salariée, ce qui est le cas des très grandes exploitations (X-500), des grandes exploitations roumaines et bulgares (RO-100, BU-100), le revenu net a déjà intégré la rémunération du travail à travers le poste des salaires. Le revenu net par hectare, quand il est positif, est donc potentiellement disponible pour l'investissement. **Dans les exploitations basées sur du travail familial, comme c'est le cas en France, le revenu net doit rémunérer le travail des actifs familiaux.**

Revenu net / ha
AVEC les aides

En 2016



En 2016, le revenu net/hectare se dégrade de manière générale dans les exploitations SCOP européennes par rapport à 2014-2015.

De nouveau, les seules exploitations qui parviennent à dégager un revenu du marché sont situées à l'est de l'Union européenne.

La situation des exploitations SCOP en France est historiquement basse : malgré les aides de la PAC, le revenu par hectare reste, en moyenne, négatif.

D'après la Commission des comptes de l'agriculture française, en 2016, le RCAI/UTANS en SCOP correspondait, en moyenne, à un déficit de 4 400 €. Près de 90 % des SCOPeurs auraient eu un RCAI/UTANS négatif sans les aides de la PAC ; 55 % d'entre eux ont eu un RCAI/UTANS négatif malgré les aides.